



Independent observer
of the Global Fund

LE FONDS MONDIAL DOIT RENFORCER SON ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA PRÉVENTION DU VIH

L'impact de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sur les pays du monde entier a démontré le pouvoir dévastateur que peuvent avoir les pandémies. Pour les pays déjà accablés par les épidémies de VIH, de paludisme et de tuberculose (TB) et leurs effets sur les systèmes de santé déjà faibles, le lien entre la santé, le développement humain et les questions économiques n'a jamais été aussi évident. Avant l'apparition de la COVID-19, les progrès réalisés dans la réduction du nombre annuel de nouvelles infections par le VIH stagnaient déjà à 1,7 million. En raison de la [perturbation importante causée par la COVID-19](#) dans les services de prévention du VIH, il est à craindre que [ce nombre augmente](#), ce qui aura un impact important sur les services aux populations clés et vulnérables.

Il est nécessaire de relancer la bataille mondiale pour ramener à zéro le nombre de nouvelles infections par le VIH. Nous attendons des institutions telles que le Fonds mondial qu'elles fassent preuve de leadership et nous considérons le développement de sa stratégie post-2022 comme une feuille de route pour se remettre des interruptions de services et reconstruire en mieux.

Une série de [Forums de partenariat](#) aura lieu cette année, conçus pour recueillir les idées, les perspectives et les conseils des partenaires et des parties prenantes du Fonds mondial afin d'éclairer la stratégie à venir. Ces forums virtuels offriront aux communautés et aux organisations de la société civile [une occasion importante d'influencer les investissements](#) du Fonds mondial et d'obtenir un engagement et un leadership accrus en matière de prévention du VIH.

Le Partenariat Frontline Aids estime quant à lui que le Fonds mondial devrait concentrer ses efforts sur les domaines clés suivants :

Donner la priorité à la prévention

En décembre 2020, Frontline AIDS a publié une série de [rapports alternatifs](#) qui analysent les réponses de sept pays en matière de prévention du VIH : Kenya, Malawi, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Ukraine

et Zimbabwe. Les sept rapports ont souligné l'urgence de renforcer le leadership politique pour aborder les politiques, de mettre davantage l'accent sur la prévention, les obstacles juridiques et autres liés aux droits de l'homme, de garantir un financement adéquat de la prévention du VIH pour les populations clés et vulnérables, et de s'attaquer à l'incapacité de mettre à l'échelle et de reproduire des programmes de prévention de qualité.

Le [quatrième rapport d'activité annuel](#) de la [Coalition mondiale pour la prévention du VIH](#), publié en novembre 2020, ainsi que [l'Examen stratégique 2020 du Fonds mondial \(SR2020\)](#), confirment ces conclusions. Le rapport de la Coalition mondiale pour la prévention a identifié les difficultés que rencontrent les pays pour s'attaquer aux facteurs sous-jacents qui entravent l'efficacité des programmes de prévention du VIH. Il appelle également à une volonté politique plus forte pour financer correctement ces programmes, surmonter les lacunes en matière de données et supprimer les obstacles juridiques et les politiques qui empêchent des progrès plus rapides.

Si nous voulons "revenir sur la bonne voie" pour atteindre les objectifs mondiaux, il est impératif que le partenariat du Fonds mondial fasse preuve de leadership politique et d'engagement pour s'attaquer aux obstacles à la prévention du VIH dans la prochaine stratégie et pour encourager les gouvernements à s'engager à augmenter le financement national de leur réponse nationale.

Approches centrées sur les personnes et leadership communautaire

Dans les pays où le comportement des groupes clés et vulnérables est criminalisé et où les populations les plus touchées par le VIH sont confrontées à la stigmatisation, à la discrimination, voire à l'arrestation, seules les réponses menées par la communauté peuvent souvent atteindre ces populations. Cependant, les investissements dans les réponses communautaires sont insuffisants, et le Fonds mondial ne fait pas exception à la règle. L'Examen stratégique 2020 a constaté que les interventions conçues pour s'attaquer aux systèmes communautaires, aux violations des droits, aux inégalités entre les sexes et à la violence restent gravement sous-financées. Selon [le rapport du Comité technique de revue](#) des demandes de financement qui détaille les leçons tirées pour la fenêtre 1, le nombre de bénéficiaires principaux du Fonds mondial issus de la société civile diminue de manière alarmante chaque année, ce qui constitue un net renversement de son engagement en faveur d'un financement à double voie.

Le rapport de la Coalition pour la prévention a également signalé que "les contrats sociaux, les financements gouvernementaux et les autres formes de soutien aux responsables de la mise en œuvre de la société civile continuent d'être inadéquats et incohérents". La lenteur des progrès dans l'établissement de mécanismes de contrats sociaux est due à un manque d'engagement politique et à d'autres obstacles, notamment des obstacles politiques et réglementaires, ainsi qu'à la diminution de l'espace civique.

Le processus actuel d'élaboration de la stratégie représente une puissante opportunité pour le partenariat du Fonds mondial de changer de cap et de s'engager à nouveau à faire en sorte que les approches centrées sur les personnes et l'investissement dans le leadership communautaire soient prioritaires et bénéficient de ressources suffisantes.

Des systèmes communautaires plus forts

Le Fonds mondial doit reconnaître que les systèmes dirigés par les communautés sont essentiels à des systèmes de santé solides et résilients, et donner la priorité à l'investissement dans ces systèmes. Il s'agirait notamment d'investir davantage pour encourager l'engagement des communautés dans la prestation de services, soutenir la défense des droits et la gouvernance, intégrer les systèmes de données dirigés par les communautés, s'attaquer aux obstacles liés aux droits de l'homme et au genre, et améliorer l'accès à une assistance technique plus localisée et plus adaptée. Les investissements permettraient également de soutenir la transition responsable vers le financement par le secteur public de systèmes de santé résistants et durables, qui soient inclusifs, équitables et engagés dans la protection des droits de l'homme pour tous.

Enfin, le Fonds mondial devrait modifier les principaux indicateurs de performance actuels afin d'y intégrer des indicateurs plus solides et plus réactifs pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des

objectifs de renforcement des systèmes communautaires. Une approche plus holistique de la mesure des performances, y compris l'impact des investissements dans les systèmes communautaires sur les performances, permettra de rendre compte plus rapidement et plus précisément de la qualité des réponses.

Atténuer l'impact de COVID-19 sur les trois maladies

Non seulement la COVID-19 a mis en évidence des lacunes importantes dans nos systèmes de santé mondiaux, mais il menace également de saper les gains durement acquis dans la lutte pour la prévention des nouvelles infections par le VIH.

Les rapports alternatifs "Frontline AIDS" de sept pays ont constaté une perturbation quasi universelle des services de prévention du VIH et de réduction des risques. La pandémie a également ralenti, voire complètement stoppé, les processus décisionnels nationaux et infranationaux qui sont essentiels à la mise en œuvre des changements. Ces processus comprennent l'élaboration de nouvelles stratégies et lignes directrices, la réforme de la politique en matière de drogue et le déploiement d'une éducation sexuelle complète. Les rapports ont également noté une augmentation de la persécution des consommateurs de drogues, des travailleurs du sexe et des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexuels (LGBTI), ainsi qu'une hausse de la violence sexiste pendant les confinements, qui sont autant de facteurs d'infection par le VIH.

Dans les trois mois qui ont suivi le début de la COVID-19, les demandes adressées à notre Fonds de réaction rapide d'urgence pour les groupes marginalisés ont triplé. Nous avons soutenu les travailleuses du sexe qui ne peuvent pas nourrir leur famille parce qu'elles étaient exclues de l'aide alimentaire, et nous avons fourni des fonds pour maintenir les programmes d'échange de seringues et de traitement de substitution aux opioïdes pour les personnes qui consomment des drogues. Pour les pays qui ont déjà du mal à financer correctement les programmes de prévention des maladies existants, les rapports soulignent également les risques pour le système de santé publique et les responsables de la mise en œuvre de la société civile si les gouvernements et les donateurs réaffectent des fonds pour gérer la COVID-19.

Si le Fonds mondial doit continuer à soutenir les réponses des pays à la COVID-19 et à atténuer son impact sur les systèmes de santé et les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, il doit également clarifier son rôle et les limites de son engagement dans le programme plus large de sécurité sanitaire mondiale. Cela devrait être clairement exprimé dans sa nouvelle stratégie.

Un leadership mondial en matière de prévention est plus que jamais nécessaire.

Le Fonds mondial a réalisé des progrès considérables dans la lutte contre le VIH dans le monde entier et nous sommes extrêmement fiers d'y participer. Pourtant, malgré les 38 millions de vies sauvées depuis la création du Fonds mondial, nous sommes loin d'avoir atteint la fin de l'épidémie de sida.

Le nombre de nouvelles infections par le VIH ayant à peine diminué pendant trois années consécutives, la prévention mondiale est clairement au point mort. Aujourd'hui, alors que l'attention du monde entier est concentrée sur la COVID-19, les services de prévention et leur financement sont menacés, tandis que les progrès durement acquis risquent d'être réduits à néant.

En réagissant à la COVID-19, les gouvernements ont montré qu'ils pouvaient prendre des décisions sans précédent face à une crise sanitaire. Si le VIH n'est pas une nouvelle pandémie, le courage et le leadership sont plus que jamais nécessaires. Nous avons besoin que les donateurs et les gouvernements augmentent leurs ressources et s'attaquent aux obstacles à la prévention du VIH.

Nous, en première ligne contre le sida, demandons instamment au Fonds mondial de placer les besoins des communautés clés, vulnérables et marginalisées au centre de sa stratégie pour l'après-2022 afin d'éviter une crise du VIH. En recentrant son attention sur son mandat principal et en renforçant son engagement en faveur des approches centrées sur les personnes, des systèmes dirigés par les communautés, du leadership communautaire et de la décriminalisation dans la prochaine stratégie, le Fonds mondial peut montrer la voie à suivre pour atteindre notre objectif commun de mettre fin au sida d'ici 2030.

Pour en savoir plus:

- [The Global Fund Strategic Review 2020](#)
- Frontline AIDS, [HIV Prevention Shadow Reports](#), 30 Novembre 2020
- Coalition mondiale pour la prévention, [Fourth annual progress report of the HIV Prevention 2020 Road Map implementation](#), Novembre 2020

[Read More](#)
